



**HAL**  
open science

# Étranger, immigré, musulman : les représentations de “ l’autre ” dans la société française

Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj

## ► To cite this version:

Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj. Étranger, immigré, musulman : les représentations de “ l’autre ” dans la société française. La lutte contre le racisme, l’antisémitisme et la xénophobie, La Documentation française; La Documentation française, pp.104 - 123, 2008, 9782110074898. hal-03459771

**HAL Id: hal-03459771**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03459771>**

Submitted on 1 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Étranger, immigré, musulman : les représentations de « l'autre » dans la société française

Nonna Mayer<sup>1</sup> Guy Michelat<sup>2</sup> Vincent Tiberj<sup>3</sup>

L'année 2007 a été dominée par l'élection de Nicolas Sarkozy à la Présidence de la République. Si la campagne a surtout porté sur les enjeux socio-économiques – travail, pouvoir d'achat, inégalités –, celui de l'immigration a toujours été présent<sup>4</sup>. Le nouveau Président tranche par rapport à ses prédécesseurs en se déclarant acquis au droit de vote pour les étrangers non européens, favorable à des mesures de « discrimination positive » et en faisant entrer au gouvernement trois jeunes femmes issues de l'immigration, Rama Yade, Rachida Dati et Fadela Amara<sup>5</sup>. Il défend cependant un durcissement de la politique migratoire française, qui lui a valu le soutien décisif d'une partie de l'électorat lepéniste<sup>6</sup>. La loi Hortefeux, du nom du ministre en charge du nouveau et controversé « Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement », votée le 23 octobre 2007, s'inscrit dans le prolongement des deux lois que Nicolas Sarkozy a fait voter en 2003 et 2006 quand il était ministre de l'Intérieur, avec l'objectif de réduire l'immigration « subie » au profit d'une immigration « choisie ». Elle rend plus difficile le regroupement familial (conditions de ressources plus sévères, évaluation obligatoire du « degré de connaissance de la langue et des valeurs de la République »). Et un de ses articles, l'amendement Mariani, finalement adopté malgré une forte opposition jusque dans les rangs de la majorité, autorise des tests ADN pour établir la filiation des candidats au regroupement familial. Un quota de 25 000 expulsions d'étrangers en situation irrégulière a été fixé pour 2007 et 21 000 « éloignements » avaient été réalisés en novembre. Autant de mesures qui ont marqué le débat politique et polarisé l'opinion dans les semaines qui ont précédé le sondage annuel sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie effectué pour la Commission nationale consultative des droits de l'homme<sup>7</sup>.

1. Directrice de recherche CNRS (CEVIPOF – Centre de recherches politiques de Sciences-Po).

2. Directeur de recherche émérite CNRS (CEVIPOF – Centre de recherches politiques de Sciences-Po).

3. Chargé de recherche FNRS (CEVIPOF – Centre de recherches politiques de Sciences-Po).

4. Sur l'impact électoral du « libéralisme culturel » et des enjeux de l'immigration, de la délinquance, de l'autorité, voir Étienne Schweisguth, « Le trompe l'œil de la droitisation », *Revue française de science politique*, 57 (3-4), juin-août 2007, p. 393-411 et Vincent Tiberj, *La crispation hexagonale : France fermée contre France plurielle 2001-2007*, Paris, Fondation Jean-Jaurès – Plon, 2008.

5. Reprenant et intensifiant ainsi la politique initiée par Jean-Pierre Raffarin et Jacques Chirac avec la nomination de Tokia Safi en 2002.

6. Nonna Mayer, « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat Le Pen », *Revue française de science politique*, 57 (3-4), juin-août 2007, p. 429-447.

7. Sondage CSA effectué en face-à-face du 19 au 23 novembre 2007 auprès d'un échantillon national représentatif de la population métropolitaine de 992 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération. Nous travaillons sur les données non redressées.

Ce sondage est un instrument précieux pour analyser l'évolution de l'«ethnocentrisme» en France. Venu de l'anthropologie<sup>1</sup> et repris par les auteurs de *La personnalité autoritaire* (Adorno *et al.*, 1950), le terme désigne la disposition à valoriser les groupes auxquels on s'identifie, et à dévaloriser les «autres», les *outgroups*<sup>2</sup>. Il est plus neutre que celui de «racisme» et il n'a pas la même charge morale et émotionnelle. Il est plus extensif car il tient compte de la double dimension, inclusive et exclusive, des appartenances de groupe. Les critères d'inclusion ou d'exclusion ne sont pas nécessairement la «race» *stricto sensu* mais la culture, la langue, la religion, les manières de penser, les orientations sexuelles, et leur rejet n'implique pas nécessairement de la haine ou de la violence envers les *outgroups*. L'attitude ethnocentriste se caractérise par une intolérance globale à la différence. Elle va de pair avec des tendances autoritaires, une demande d'ordre et de hiérarchie, un conformisme social y compris en matière de sexualité. C'est cette attitude que nous cherchons à explorer, en partant de l'hypothèse que le rejet de l'autre, à des degrés divers, existe chez chacun de nous, et qu'il ne touche pas seulement les groupes minoritaires dans la société. Notre échantillon inclut donc les étrangers (3 %) et les Français issus de l'immigration. Un quart des personnes interrogées déclare au moins un parent ou un grand-parent «étranger ou d'origine étrangère», et si les parents ou grands parents d'origine européenne sont majoritaires, les interviewés ayant des ascendants non européens représentent 8 % de l'échantillon.

Avec ces données nous avons cherché à répondre à trois questions. L'ethnocentrisme a-t-il augmenté ou diminué par rapport à l'année dernière ? Quel est le degré de cohérence des différentes dimensions qui le composent ? En particulier voit-on se confirmer la tendance constatée l'année dernière à l'autonomisation des opinions à l'égard de l'islam ? Poindre ce que Vincent Geisser a décrit comme une «nouvelle islamophobie»<sup>3</sup> ou rejet spécifique de l'Islam et de ses valeurs, distinct du racisme classique anti-immigrés, au nom d'une défense de la laïcité et des valeurs républicaines, mais aussi, on le verra, de la culture catholique ? Enfin l'ethnocentrisme est une attitude plus fréquente chez les personnes âgées, chez les moins diplômées et parmi celles qui se situent à droite, atteignant des records à l'extrême droite. Est-ce toujours le cas ? Ou bien ces nouveaux préjugés «islamophobes» gagnent-ils également les classes moyennes, les catégories instruites de la population, les milieux de gauche, tendance qui se dessinait dans l'enquête de 2006 ?

---

1. Voir William Graham Sumner, *Folkways : A Study of the sociological importance of Usages, Manners, Customs, Mores and Morals*, New York, Dover Publications (1<sup>re</sup> éd. 1907), 1929 ; Claude Lévi-Strauss, *Race et Histoire*, Paris, Gonthier (Bibliothèque Médiations), 1961, p. 19-20 ; Adorno T.W., Frenkel-Brunswick E., Levinson D.J. et Nevitt Sanford R., *The Authoritarian Personality*, New York, Wiley, 1950.

2. « Ethnocentrism is conceived as an ideological system pertaining to group and group relations. A distinction is made between *ingroups* (those groups with which the individual identifies himself) and *outgroups* (with which he does not have a sense of belonging and which are regarded as antithetical to the ingroups). Outgroups are the object of negative opinions and hostile attitudes ; ingroups are the object of positive opinions and uncritically supportive attitudes ; and it is considered that outgroups should be socially subordinate to ingroups » (Adorno *et al.*, *op. cit.*, p. 104).

3. Vincent Geisser, *La nouvelle islamophobie*, Paris, La Découverte, 2003.

## Instruments de mesure

Comme les années précédentes, nous avons privilégié la technique des échelles d'attitudes (encadré 1) pour explorer la cohérence des préjugés à l'égard des autres et mesurer leur niveau.

### Encadré 1 : Les échelles hiérarchiques<sup>1</sup>

L'attitude est une variable latente, que l'on infère à partir des réponses données aux questions du sondage. Elle rend compte de la cohérence des opinions exprimées à propos d'un stimulus – par exemple le fait de systématiquement donner des réponses négatives aux questions sur les étrangers, les immigrés, les minorités dénotera une attitude ethnocentriste. La technique des échelles d'attitude permet de vérifier s'il existe bien une telle attitude. Elle permet de classer les individus sur un continuum, des moins aux plus porteurs de l'attitude concernée, à partir d'un ensemble de questions dont on fait l'hypothèse qu'elles relèvent de l'attitude à mesurer (hypothèse d'unidimensionnalité), et de leur attribuer un score selon l'intensité de leur attitude. Il existe de multiples techniques pour construire une échelle. On retient ici une variante de l'analyse dite hiérarchique, celle de Loevinger, la plus exigeante. Au lieu de postuler une métrique identique pour toutes les réponses (par exemple en donnant par convention à la réponse « tout à fait d'accord » la note 4, « plutôt d'accord » la note 3, « plutôt pas d'accord » la note 2 et « pas du tout d'accord » la note 1, quelle que soit la question), elle recherche la réponse qui dénote la plus forte intensité de l'attitude concernée, en cherchant à chaque fois la meilleure dichotomie possible en fonction de la cohérence avec les autres items de l'échelle. Cette technique implique que les réponses aux questions soient réduites à deux éventualités, l'une positive, l'autre négative par rapport à l'attitude en question, variables d'une question à l'autre. Le couple question/réponses dichotomisées est un item. Ainsi dans l'échelle *ethnocentrisme* (tableau 1) le premier item oppose la réponse ethnocentriste « pas du tout d'accord » avec l'idée que « les Français juifs sont des Français comme les autres » à toutes les autres réponses, tandis que l'item 5 oppose à toutes les autres les réponses « plutôt pas d'accord » ou « pas d'accord du tout » avec l'éventualité d'accorder le droit de vote aux étrangers non européens.

---

1. Pour une présentation détaillée de ces techniques voir : Guy Michelat, « Les échelles d'attitudes et de comportements », in CEVIPOF, *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1990, p. 229-236 et Guy Michelat, Éric Kerrouche, « Les échelles d'attitude », *Revue internationale de politique comparée*, 6 (2), été 1999, p. 463-512.

Le second postulat est qu'il existe une hiérarchie des items, de celui qui dénote la forme la plus intense de l'attitude à la moins intense. Dans une échelle parfaite, tout sujet qui a répondu positivement à un item répond positivement aux items suivants selon le schéma ci-dessous. Et deux sujets ayant le même score auront répondu positivement aux mêmes questions.

*Structure hiérarchique parfaite*

Rang	Item 1	Item 2	Item 3	Item 4	Réponses positives
1	+	+	+	+	4
2	-	+	+	+	3
3	-	-	+	+	2
4	-	-	-	+	1
5	-	-	-	-	0

Dans la réalité, la structure de réponses ne correspond qu'imparfaitement à cette structure, le degré de concordance avec l'échelle parfaite est mesuré par le coefficient de Loevinger qui calcule la matrice des coefficients de hiérarchisation des items pris 2 à 2 pour l'ensemble des questions testées. Il varie de 1 si l'échelle et parfaite à 0 s'il n'y a aucune concordance entre les deux structures. Enfin, une telle échelle constitue un instrument de mesure synthétique de l'attitude étudiée. Chaque sujet se voit attribuer une note d'échelle selon le nombre de réponses positives qu'il aura données, variant dans l'exemple ci-dessus entre 0 et 4.

L'échelle d'*ethnocentrisme* est reprise à l'identique depuis 2004. Variant entre 0 et 7, elle mesure le degré d'acceptation ou de rejet des « autres », avec des questions portant sur la perception des étrangers, des immigrés, des Français juifs et musulmans, les droits qu'on leur reconnaît ou qu'on leur refuse (tableau 1). L'item qui dénote le degré le plus élevé d'ethnocentrisme est celui qui dénie absolument aux Français juifs la qualité de Français à part entière, celui qui en dénote le niveau le plus bas sélectionne ceux qui n'approuvent pas totalement l'idée de « permettre aux musulmans de France d'exercer leur religion dans de bonnes conditions ».

Tableau 1 : **Échelle d'ethnocentrisme (%)**

	2004	2005	2006	2007
Les Français juifs sont des Français comme les autres : tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, <b>pas d'accord du tout</b> , SR	3	6	3	3
Les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux puisqu'ils contribuent à l'économie française : tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, <b>pas d'accord du tout</b> , SR	7	11	6	4
Les Français musulmans sont des Français comme les autres : tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, <b>pas d'accord du tout</b> , SR	7	13	6	6
La présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel : tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, <b>pas d'accord du tout</b> , SR	10	13	9	9
Il faudrait donner le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers non européens résidant en France depuis un certain temps : tout à fait d'accord, plutôt d'accord, <b>plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout</b> , SR	41	52	42	44
Pour chacune des catégories suivantes – Les musulmans – dites-moi si elle constitue pour vous actuellement en France : <b>un groupe à part</b> dans la société, un groupe ouvert aux autres, des personnes ne formant pas spécialement un groupe, SR	57	62	56	48
Il faut faciliter l'exercice du culte musulman en France <sup>(1)</sup> : tout à fait d'accord, <b>plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout</b> , SR	78	83	65	59
<i>Proportion des plus ethnocentristes sur l'échelle (3-7)</i>	32	45	32	27

\* *Figurent en gras la ou les réponses dénotant de l'ethnocentrisme.*

(1) *Depuis 2006 cette question est formulée autrement : « Il faut permettre aux musulmans de France d'exercer leur religion dans de bonnes conditions », ce qui fait augmenter les réponses positives.*

L'échelle d'*aversion pour l'Islam*, identique à celle de l'année précédente<sup>1</sup>, mesure l'image de cette religion comparée au catholicisme et la réticence à l'égard de ses pratiques. L'item le plus discriminant est le classement de la religion catholique comme supérieure à l'islam, le moins discriminant consiste à ne pas rejeter complètement l'idée que le port du voile pose problème pour vivre en société (tableau 2).

1. Cf. Nonna Mayer, Guy Michelat, « Les transformations du rapport à l'autre. Le rôle des identités politiques et religieuses », dans Commission nationale consultative des droits de l'homme, *La lutte contre le racisme et la xénophobie. Rapport d'activité 2006*, La Documentation française, 2007, p. 122-138.

Tableau 2 : **Échelle d'aversion pour l'Islam (%)**

	2006	2007
Pouvez-vous me dire, pour chacun des termes suivants, s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, d'assez positif, d'assez négatif, de très négatif ou de ni positif ni négatif? Religion catholique/Religion juive/Religion musulmane <i>Religion catholique plus positive que religion musulmane</i> <sup>(1)</sup>	19	21
<b>Selon vous le respect des pratiques religieuses musulmanes suivantes peut-il, en France, poser problème pour vivre en société?</b>		
<b>Le jeûne du Ramadan : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment /</b> Non pas du tout, SR	57	56
<b>Les prières : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment /</b> Non pas du tout, SR	62	61
<b>Le sacrifice du mouton lors de l'Aïd El-Kébir : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment /</b> Non pas du tout, SR	62	66
<b>L'interdiction de montrer l'image du prophète : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment /</b> Non pas du tout, SR	72	63
<b>Le port du voile : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment /</b> Non pas du tout, SR	86	87
<i>Proportion des plus anti-musulmans sur l'échelle (scores 5-6)</i>	44	45

(1) On a regroupé ceux qui jugent à la fois la religion catholique « très positive » et la religion musulmane « assez positive », « assez » ou « très négative » ; la religion catholique « assez positive » et la musulmane « assez » ou « très négative », et ceux qui jugent la religion catholique « assez négative » et la musulmane « très négative ».

\* *Figurent en gras la ou les réponses dénotant de l'aversion pour l'Islam.*

Trois nouvelles échelles permettent de mieux saisir le rapport aux autres dans sa complexité. La première, « Favoritisme », mesure un sentiment qui apparaissait régulièrement, lors des enquêtes précédentes, dans les réponses aux questions ouvertes chez ceux qui avaient des scores élevés sur notre indicateur d'ethnocentrisme (encadré 2) : celui d'une injustice faite à leur détriment au profit des immigrés et des étrangers<sup>1</sup>.

1. La moitié de l'échantillon a été interrogée sur les immigrés, l'autre sur les étrangers, on a cumulé les deux échantillons car la structure des réponses est similaire.

## Encadré 2 : Racisme et sentiment d'injustice

« Qu'est ce que c'est selon vous être raciste ? » (*question ouverte*).

« C'est ne pas accepter aucun étranger, alors que les Italiens, Espagnols, Américains et bien d'autres nous les acceptons pour la bonne raison qu'ils vivent comme nous. Les Algériens sont des assistés qui nous aiment pas au départ, et viennent pour profiter de tous les avantages de la France, et plus que ça, un émigré qui fait du mal à un Français, on n'en parle pas, mais le contraire, on en fait un plat, voyez les différences. »

« Ne pas accepter que les étrangers aient plus de droits que les Français, que les étrangers n'arrivent pas en France en terrain conquis. »

« Ne plus accepter que les étrangers arrivant en France ont le droit à tout, et nous Français qu'à la fermer. »

« J'aime bien mon pays et le restant ne m'intéresse pas. On a fait deux guerres pour rester des Français et libres, ce n'est pas nécessaire d'être envahis comme on est, et il ne faut pas oublier que l'on a été foutu dehors de l'Algérie. »

« Je suis un peu raciste, les étrangers en règle générale ne s'intègrent pas aux coutumes du pays d'accueil, ne vivent pas de la même façon et qu'à part égale les étrangers reçoivent plus que nous, Français de souche. »

*Cf. Nonna Mayer, Guy Michelat, « Subjective racism, objective racism : The French case », *Patterns of Prejudice*, 35, 4, 2001, p. 6-18, données tirées de l'enquête CNCDDH/Louis Harris 2000. Les questions ouvertes ont fait l'objet d'une analyse lexicométrique avec SPAD-T. On présente ici les réponses les plus caractéristiques dans le groupe qui avait des scores élevés (6-9) sur l'échelle d'*ethnocentrisme*.*

Ils auraient « plus de facilités » que les Français non immigrés en matière de droits sociaux, de logement, d'accès aux soins, etc. L'item supérieur, le moins répandu, est celui de l'inégal accès aux loisirs et l'item inférieur, le plus fréquent, celui de l'inégal accès aux prestations sociales (tableau 3).

Tableau 3 : **Échelle « Favoritisme »**<sup>(1)</sup>

<b>Diriez-vous qu'en France, lorsqu'on est immigré ou d'origine étrangère, on a plus de facilité, plus de difficulté, ou ni l'un ni l'autre, pour accéder...</b>
Aux loisirs (boîtes de nuit, cafés, parcs d'attraction) : <b>Plus de facilité (8 %)</b> / Plus de difficulté, ni l'un ni l'autre, SR
À l'emploi : <b>Plus de facilité (9 %)</b> / Plus de difficulté, ni l'un ni l'autre, SR
À la formation : <b>Plus de facilité (17 %)</b> / Plus de difficulté, ni l'un ni l'autre, SR
Au logement : <b>Plus de facilité (31 %)</b> / Plus de difficulté, ni l'un ni l'autre, SR
Aux soins médicaux : <b>Plus de facilité (41 %)</b> / Plus de difficulté, ni l'un ni l'autre, SR
Aux prestations sociales : <b>Plus de facilité, ni l'un ni l'autre (84 %)</b> / Plus de difficulté, SR

(1) Coefficient de Loevinger = 0,69.

\* *Figure en gras la ou les réponses dénotant un sentiment de favoritisme.*

La seconde, l'échelle de « Communautarisme », explore le sentiment que divers groupes dans la société ne sont pas ouverts, qu'ils forment « un groupe à part ». L'item supérieur concerne la perception des Noirs, des Africains ou des Antillais<sup>1</sup>, l'item inférieur la perception des Gens du voyage, dont on oublie souvent qu'ils sont les plus mal aimés (tableau 4).

Tableau 4 : **Échelle « Communautarisme »**<sup>(1)</sup>

<b>Pour chacune des catégories suivantes, dites-moi si elle constitue pour vous actuellement en France... ?</b>
Les Noirs ou les Africains ou les Antillais : <b>Un groupe à part dans la société (21 %)</b> / Un groupe ouvert aux autres, des personnes ne formant pas spécialement un groupe, SR
Les juifs : <b>Un groupe à part dans la société (34 %)</b> / Un groupe ouvert aux autres, des personnes ne formant pas spécialement un groupe, SR
Les Maghrébins : <b>Un groupe à part dans la société (40 %)</b> / Un groupe ouvert aux autres, des personnes ne formant pas spécialement un groupe, SR
Les musulmans : <b>Un groupe à part dans la société (47 %)</b> / Un groupe ouvert aux autres, des personnes ne formant pas spécialement un groupe, SR
Les Gens du voyage (Roms, Tsiganes...) : <b>Un groupe à part dans la société (78 %)</b> / Un groupe ouvert aux autres, des personnes ne formant pas spécialement un groupe, SR

(1) Coefficient de Loewinger = 0,51.

\* *Figurent en gras la ou les réponses dénotant une représentation de « groupe à part ».*

La dernière échelle, « Gravité des discriminations », porte sur la sensibilité aux discriminations concrètes dont souffrent certaines personnes en raison de leur couleur de peau (Noirs) ou de leur origine (Maghrébins) au quotidien<sup>2</sup>. L'item supérieur est le fait de juger « très grave » le fait de s'opposer au mariage d'un de ses enfants avec une de ces personnes, l'item inférieur de refuser leur embauche (tableau 5). Enfin nous avons repris notre indicateur de « racisme subjectif », question posée depuis 1990 sur le sentiment d'être soi-même raciste et jusqu'ici très corrélée avec le racisme « objectif » que mesurent nos échelles : « En ce qui vous concerne personnellement diriez-vous de vous-même que vous êtes plutôt, un peu, pas très ou pas du tout raciste ? »

Les indicateurs d'autoritarisme et d'acceptation de l'homosexualité sont les mêmes que l'année précédente<sup>3</sup>.

1. Un tiers de l'échantillon a été interrogé sur les Noirs, un tiers sur les Africains et un tiers sur les Antillais, le choix de la formulation se faisant de manière aléatoire (*split*). On a cumulé les trois échantillons car la structure des réponses est similaire.

2. Là encore, la moitié de l'échantillon a été interrogé sur les immigrés, l'autre sur les étrangers, on a cumulé les deux échantillons car la structure des réponses est similaire.

3. Le premier en trois positions combine une question sur la peine de mort (réponses « tout à fait » ou « plutôt favorable » à son rétablissement : 43 %) et une question sur la sévérité des tribunaux (tout autre réponse que « tout à fait d'accord » avec l'idée qu'ils sont « trop sévères »). Le second s'appuie sur les réponses à la question : « L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité » : « tout à fait d'accord » 41 %, « plutôt d'accord » 31 %, « plutôt pas d'accord » 11 % et « pas du tout d'accord » 10 %, 8 % de refus de répondre.

Tableau 5 : **Échelle « Gravité des discriminations »**<sup>(1)</sup>

<b>Pouvez-vous me dire s'il est selon vous, très grave, assez grave, peu grave ou pas grave du tout d'avoir les comportements suivants ?</b>
Être contre le mariage d'un de ses enfants avec un Noir ou à une personne d'origine maghrébine : <b>Très grave (39 %)</b> / assez grave, peu grave, pas grave du tout, SR
Refuser de louer un logement à un Noir ou à une personne d'origine maghrébine qui remplit toutes les conditions financières : <b>Très grave (57 %)</b> / assez grave, peu grave, pas grave du tout, SR
Interdire l'accès à une boîte de nuit à un Noir ou à une personne d'origine maghrébine : <b>Très grave, assez grave (81 %)</b> / peu grave, pas grave du tout, SR
Refuser l'embauche d'un Noir ou d'une personne d'origine maghrébine : <b>Très grave, assez grave, peu grave (94 %)</b> / pas grave du tout, SR

(1) Coefficient de Loevinger = 0,79.

\* *Figurent en gras la ou les réponses dénotant la sensibilité aux discriminations.*

## Une plus grande acceptation de l'autre

Malgré la polarisation du débat sur les immigrés, on n'observe, sur aucun de nos indicateurs, un regain d'ethnocentrisme. Si l'on prend les questions le plus souvent posées – sur le nombre d'immigrés, leur apport économique et culturel, le principe du droit de vote aux étrangers non européens, la qualité de Français « comme les autres » quelle que soit sa religion –, les opinions sont pratiquement stables par rapport à l'année dernière, confirmant un quasi-retour au niveau de 2004, avant le raidissement de 2005 lié aux émeutes dans les cités. On note même une progression du sentiment que la présence d'immigrés est nécessaire pour assurer certaines professions et de l'idée que rien ne peut justifier des réactions racistes (tableau 6)<sup>1</sup>.

Les deux échelles d'*ethnocentrisme* et d'*aversion pour l'Islam* fournissent un instrument de mesure plus précis et confirment la tendance (tableaux 1 et 2). Globalement la proportion des « très ethnocentristes » a baissé de 5 points en trois ans, passée de 32 à 27 %<sup>2</sup>. Les deux items sur lesquels l'évolution est la plus frappante sont le recul du sentiment que les musulmans forment un groupe à part, en baisse de 9 points depuis 2004, et de l'opposition à la reconnaissance du droit des musulmans à pratiquer leur religion (– 6 points depuis 2006, où la question était posée exactement dans les mêmes termes). Quant à la proportion de notes élevées sur l'échelle d'*aversion pour l'islam et ses pratiques* (tableau 2), elle reste stable, aux alentours de 45 %.

1. À l'autre moitié de l'échantillon il était demandé si « rien ne peut expliquer » des réactions racistes, formulation moins choquante qui entraîne 39 % d'approbation (au lieu de 42 % si on emploie le terme de « justifier »).

2. Pour pouvoir saisir l'évolution nous avons gardé les seuils de 2004, où le tiers de l'échantillon le plus ethnocentriste avait des scores allant de 3 à 7.

**Tableau 6 : Évolution des opinions à l'égard des étrangers, des immigrés, des minorités (%)**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
La présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel	50	51	50	67	71	74	62	68	<b>67</b>
Les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux puisqu'ils contribuent à l'économie française	63	60	65	74	79	81	70	79	<b>79</b>
Il faudrait donner le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers non européens résidant en France depuis un certain temps	39	36	44	50	54	56	43	52	<b>50</b>
Rien ne peut justifier des réactions racistes				30	29	39	34	39	<b>42</b>
La présence d'immigrés en France est nécessaire pour assurer certaines professions					58	57	48	64	<b>67</b>
Le nombre d'immigrés est : trop important				51	41	44	55	48	<b>50</b>
Les Français musulmans sont des Français comme les autres				74	75	77	66	69	<b>70</b>
Les Français juifs sont des Français comme les autres				89	89	89	85	85	<b>86</b>

Sondages CNCDDH.

## La cohérence des préjugés envers l'« autre »

Quelle relation existe entre ces différents indicateurs ? Déjà le simple fait qu'on puisse construire une échelle d'ethnocentrisme avec des questions aussi diverses, témoigne de la cohérence des préjugés. Ceux qui ont des réticences à accepter les Français juifs en ont aussi à l'égard des musulmans, des étrangers et des immigrés (tableau 1). Cette attitude est aussi corrélée avec nos autres échelles, avec le sentiment que ce sont les étrangers et les immigrés qui sont les privilégiés, qu'ils ont plus d'avantages économiques et sociaux que les « Français de souche » (échelle « Favoritisme »)<sup>1</sup>, que de nombreux groupes dans la société française se mettent à part dans la société française (échelle « Communautarisme ») et que les pratiques des musulmans sont gênantes pour la vie en société (échelle « Aversion pour l'islam »). Autant d'attitudes qui, d'une certaine manière, inversent la posture, font des groupes rejetés les responsables de leur rejet. Les personnes qui ont des scores élevés sur ces échelles ont tendance d'ailleurs à approuver plus fréquemment l'idée que certains comportements peuvent « parfois expliquer », voire « justifier » des réactions racistes.

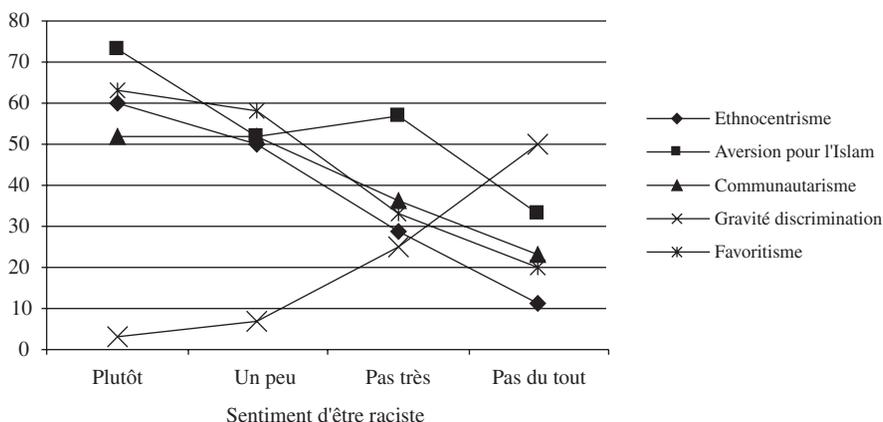
Pour mieux cerner ce sentiment, on a recherché quels étaient les arguments avancés pour « excuser/justifier » le racisme : arguments biologiques (croire qu'il y a

1. 74 % de ceux qui se situent au plus haut degré de l'échelle « Favoritisme » (le tiers supérieur) trouvent qu'il est vrai que les Français sont des victimes du racisme, contre seulement 28 % de ceux qui ne fournissent pas cette réponse.

« des races supérieures à d'autres »), sentiment de menace identitaire (« on ne se sent plus chez soi comme avant », « il est indispensable que les étrangers qui viennent vivre en France adoptent les habitudes de vie françaises », « ce sont avant tout les personnes d'origine étrangère qui ne se donnent pas les moyens de s'intégrer »), menace pour la sécurité (« l'immigration est la principale cause de l'insécurité »), menace économique (« de nombreux immigrés viennent pour profiter de la protection sociale »). Une analyse de régression logistique, visant à déterminer quelles étaient les variables les plus prédictives de l'opinion selon laquelle « certains comportements peuvent parfois excuser/justifier des réactions racistes », écarte les arguments les plus courants, associant l'immigration à l'insécurité et au détournement des aides sociales (variables statistiquement non significatives) ainsi que les arguments sur le non-effort des étrangers ou des immigrés pour s'adapter. Elle montre en revanche que la « justification » du racisme est très fortement associée, d'une part à la croyance en l'inégalité des races humaines, d'autre part au sentiment de ne plus être chez soi dans son propre pays. Autrement dit, en dépit des transformations du racisme contemporain, qui s'exprime en termes de différences culturelles entre les groupes plus que d'inégalités génétiques, les deux argumentaires coexistent dans l'opinion pour justifier les réactions de rejet des « autres ».

Inversement l'ethnocentrisme est corrélé négativement avec la sensibilité aux comportements discriminatoires dont les minorités peuvent faire l'objet (échelle « Gravité des discriminations »). Et ces dimensions sont également associées à la propension à se dire ouvertement « raciste », les scores sur les quatre premières échelles augmentant quand on passe de ceux qui se définissent comme « pas du tout raciste » aux « plutôt raciste » tandis que décroissent les scores sur l'échelle « Gravité des discriminations » (graphique 1).

Graphique 1 : Échelles selon le sentiment d'être raciste



On pourrait même construire une échelle globale d'ethnocentrisme avec l'ensemble de ces 6 indicateurs, signe qu'ils appartiennent à un univers commun. Et comme nous en faisons l'hypothèse ils s'inscrivent également dans une vision autoritaire et conformiste des rapports sociaux, corrélés positivement avec les scores sur l'échelle d'autoritarisme et négativement avec l'acceptation de l'homosexualité<sup>1</sup>.

Toutefois au sein de cet univers, des différences apparaissent. Au total, c'est l'échelle d'*ethnocentrisme* qui apparaît la plus corrélée à l'ensemble des autres indicateurs, suivie par le fait de se dire raciste, puis par le sentiment qu'étrangers et immigrés ont plus de facilités que les Français, et l'absence de sensibilité aux discriminations subies par les Noirs et les Maghrébins. On est là dans un univers cohérent de préjugés assumés envers les « autres » et déclinés sur le mode plutôt autoritaire et conformiste. Mais l'attitude anticommunautariste et plus encore l'aversion aux pratiques de la religion musulmane, offrent un cas d'étude plus complexe. On peut penser que certaines minorités forment « un groupe à part » ou que la pratique de l'islam fait problème dans la société française, sans être ni se sentir pour autant « raciste ». Sur le graphique 1 on observe que la courbe représentant l'*aversion à l'Islam* selon le degré du sentiment d'être soi-même raciste n'évolue pas comme les autres, cette aversion est plus prononcée chez ceux qui se disent « pas très raciste » que chez les « un peu raciste » (graphique 1). De même on peut avoir une image négative de l'islam, et un score élevé sur l'échelle de *refus du communautarisme* sans être spécialement autoritaire ou contre les homosexuels, comme le montrent les corrélations faibles voire nulles entre ces indicateurs (tableau 7). Le phénomène d'autonomisation relative des attitudes à l'égard de l'islam déjà observé l'année dernière se confirme.

---

1. Il s'agit d'une échelle non hiérarchique, on teste la covariance de nos six indicateurs. Si on fait un test de fiabilité sur l'ensemble de ces six échelles (sans les indicateurs d'autoritarisme et de rejet des homosexuels), on peut construire une échelle globale d'ethnocentrisme avec un alpha de Cronbach de 0,71 et un niveau moyen de corrélation entre ses diverses composantes de 0,29, signe de la relative cohérence de cet univers. Elle corréle avec l'échelle d'autoritarisme (0,28) et négativement avec l'indicateur d'acceptation de l'homosexualité (-0,20). Les items les plus corrélés à l'échelle globale sont l'échelle d'*ethnocentrisme* et le sentiment d'être raciste (0,62 et 0,52). Les corrélations pour les échelles « Communautarisme » (sans l'item musulmans = groupe à part), « Favoritisme » et « Gravité des discriminations » sont de respectivement 0,40, 0,39 et 0,37, la plus faible est celle de l'échelle d'aversion à l'Islam (0,32).

**Tableau 7 : Corrélations entre les indicateurs d’ethnocentrisme, d’aversion à l’Islam, du sentiment d’être raciste, de communautarisme, de favoritisme, de gravité des discriminations, d’autoritarisme et de refus de l’homosexualité \***

	Communautarisme	Gravité discriminations	Sentiment d’être raciste	Favoritisme	Aversion pour l’Islam	Autoritarisme	Refus de l’homosexualité
Ethnocentrisme	<b>0,44</b>	- 0,45	0,45	0,36	0,37	0,31	0,20
Communautarisme		- 0,18	0,21	<b>0,32</b>	0,19	0,11	0,12
Gravité discriminations			- 0,40	- 0,29	- 0,28	- 0,20	- 0,27
Sentiment être raciste				<b>0,38</b>	0,24	<b>0,27</b>	0,11
Favoritisme					0,08	0,19	0,07
Aversion à l’Islam						0,11	0,04
Autoritarisme							0,11

*Corrélations mesurées par le R de Pearson. L’item « musulmans = groupe à part » a été retiré de l’échelle « Communautarisme » car il est aussi dans l’échelle « Ethnocentrisme ». En gras corrélations égales ou supérieures à 0,25.*

## **L’autonomisation relative des attitudes envers l’Islam**

Cette autonomisation se confirme quand on examine les facteurs explicatifs de ces préjugés. Globalement, on retrouve, pour nos six échelles, les facteurs explicatifs habituels (tableau 8). Le genre n’a pas d’effet marqué. L’intolérance augmente avec l’âge, diminue avec le niveau d’études et les deux effets sont cumulatifs. Les générations les plus jeunes, nées après guerre, plus instruites et marquées par les valeurs permissives de mai 68, se déclarent moins volontiers racistes, elles sont plus sensibles aux discriminations subies par les Noirs ou les Maghrébins, elles ont des scores plus faibles sur les échelles d’*ethnocentrisme* et d’*aversion à l’Islam*. Ainsi la proportion de scores élevés sur l’échelle d’*ethnocentrisme* passe de 15 % chez les bacheliers de moins de 40 ans à 36 % chez les plus âgés non titulaires d’un baccalauréat, la proportion des plus sensibles aux discriminations des populations issues de l’immigration de 20 à 55 %. Les catégories socioprofessionnelles plus favorisées, plus instruites (cadres, professions intermédiaires) se montrent également plus ouvertes aux autres. Il y a enfin une dimension politique et idéologique de l’ethnocentrisme. Sur tous nos indicateurs les scores s’élèvent à mesure qu’on se rapproche du pôle droit de l’échiquier politique, où prédomine une vision hiérarchique et autoritaire de la société. Ils atteignent un niveau record

chez les proches de l'extrême droite qui a fait de la préférence nationale le cœur de son programme : 89 % des proches du FN se disent « un peu » ou « plutôt raciste », 79 % ont des scores élevés sur l'échelle d'*ethnocentrisme* et autant sont convaincus qu'immigrés et étrangers ont plus de facilités qu'eux sur le plan de l'emploi, du logement, de la protection sociale. Et comme en 2006 on discerne une influence négative de la religion sur la représentation de l'autre. Les catholiques se montrent moins ouverts que les non catholiques et l'intolérance augmente avec le taux de pratique, atteignant ses niveaux les plus élevés chez les fidèles les plus intégrés à la communauté catholique.

Si l'on prend enfin en compte l'origine des personnes interrogées, on voit que même les interviewés d'origine étrangère ne sont pas totalement exempts de préjugés. L'*ethnocentrisme* dépend d'une multiplicité de facteurs, psychologiques, socioculturels et politiques et chacun peut trouver un « autre » à rejeter. Mais ceux qui n'ont ni parent ni grand parent étranger sont sur tous nos indicateurs de loin les plus intolérants.

L'aversion à l'Islam semble toutefois relever d'une autre logique. Avec l'âge et le diplôme, les scores élevés sur cette échelle décrivent une courbe en U. Ils atteignent leur maximum chez les personnes âgées de cinquante ans ou plus mais aussi chez les jeunes de moins de 35 ans. S'ils atteignent un minimum chez les diplômés de l'enseignement supérieur, ils sont plus élevés chez les titulaires d'un CAP (54 %), les bacheliers et les bac + 2 que chez les sans diplômes. Politiquement, si leur proportion augmente quand on va de la gauche à la droite et culmine à l'extrême droite, elle marque un autre pic chez les interviewés qui se classent au centre gauche (48 %). Si on croise les scores sur une échelle de rejet des immigrés<sup>1</sup> et sur notre échelle d'*aversion pour l'Islam*, on isole un groupe atypique de personnes opposées à l'islam sans être hostiles aux immigrés qui constitue 20 % de notre échantillon. Et ce groupe est relativement important parmi ceux qui se situent au centre gauche (30 %) (graphique 2). Il existe bien, à gauche, dans une proportion minoritaire mais non négligeable, un rejet de l'Islam qui ne se confond pas avec le racisme anti-immigré traditionnel.

---

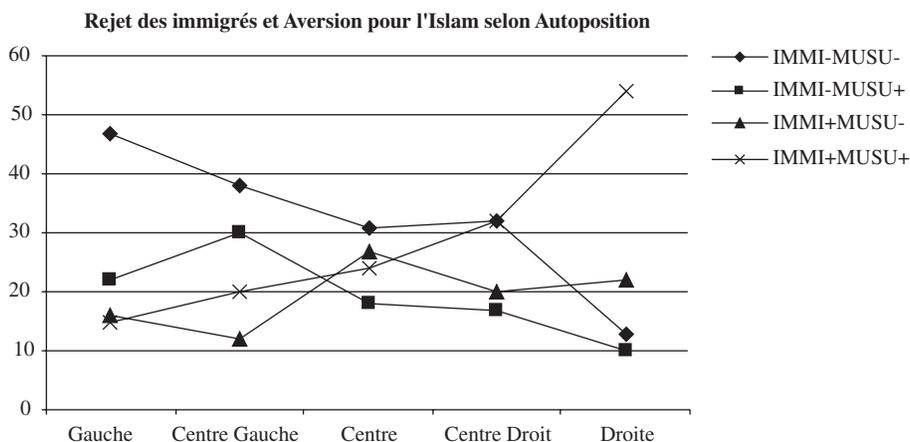
1. Il s'agit de l'échelle d'*ethnocentrisme* dont on a exclu les items relatifs aux musulmans.

Tableau 8 : Facteurs explicatifs des dimensions de l'ethnocentrisme

	Ethnocentrisme (scores 3-7)	Aversion pour l'Islam (scores 5-6)	Sentiment d'être raciste (plutôt/un peu)	Communautarisme (score 3)	Favoritisme (scores 3-6)	Gravité discriminations (score 4)
<b>Sexe</b>						
Homme	27	45	29	36	34	32
Femme	27	46	25	33	34	32
<b>Âge</b>						
18-24 ans	18	41	17	22	29	48
25-34 ans	24	44	15	24	22	38
35-49 ans	20	35	23	29	31	42
50-64 ans	38	52	32	44	45	25
65 ans et +	34	57	44	47	39	11
<b>Diplôme</b>						
Aucun, CEP	35	41	39	41	50	21
CAP, brevet	31	54	29	34	33	25
Bac	24	43	18	30	19	43
Bac + 2	11	48	9	20	10	51
Supérieur	12	27	16	35	36	57
<b>Échelle gauche /droite</b>						
Gauche (1,2)	18	37	12	23	23	53
Centre gauche (3)	22	48	19	28	20	29
Centre (4)	29	41	25	36	35	32
Centre droit (5)	25	50	46	40	51	21
Droite (6,7)	51	67	50	48	45	8
<b>Pratique religieuse</b>						
Catholique pratiquant régulier	40	72	18	42	36	21
Occasionnel	34	47	36	38	45	16
Non pratiquant	34	50	31	39	38	25
Sans religion	17	41	25	29	28	43
Autre religion	13	24	9	20	17	60
<b>Ascendance étrangère</b>						
0 ascendant	30	47	32	35	37	29
1 ou + ascendants UE	21	47	16	39	34	35
1 ou + non UE	10	31	9	13	12	53
Ensemble	27	45	27	34	34	32

Enfin à l'autre pôle du champ politique, l'aversion à l'Islam atteint un niveau record chez les catholiques pratiquants réguliers (72 %), alors même qu'ils sont les moins nombreux à se définir comme racistes. Tout se passe comme si la plus grande visibilité des religions minoritaires et en particulier de l'islam dans l'espace public, les polémiques autour du voile, le débat sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, la progression internationale d'un islam radical, provoquaient un réveil identitaire et une crispation ethnocentriste chez les catholiques français. Tandis que les prises de position récentes (discours de Ratisbonne) du pape Benoît XVI ont pu contribuer à cristalliser le sentiment d'une différence radicale entre les deux religions.

**Graphique 2 : Combinaisons de rejet des immigrés et aversion pour l’Islam selon la position sur l’échelle gauche droite**



*Les échelles de rejet des immigrés (IMMI) et d’aversion pour l’Islam (MUSU) ont été dichotomisées selon la distribution de leurs scores (- et +). On a pu ainsi constituer quatre groupes à partir des combinaisons des deux échelles.*

## Une typologie de l’hostilité à l’Islam

On voit donc se dégager plusieurs types de mise à distance de l’Islam dans la société française. Le premier, majoritaire, ne se distingue guère de l’ethnocentrisme traditionnel. Il s’inscrit dans un rejet global des cultures, des groupes jugés différents, et il est plus fréquent chez les personnes socialement défavorisées et peu diplômées, et chez les plus à droite. Les deux autres sont plus minoritaires, mais en voie de cristallisation. Il y a d’une part un rejet de l’islam sur la base de l’intégration au catholicisme et à ses valeurs, dans un contexte d’exacerbation des identités religieuses. Enfin le rejet de l’islam est également présent chez des personnes qui sont parmi les moins ethnocentristes, les plus sensibles aux discriminations, les moins enclines à considérer que c’est plus facile pour les étrangers et les immigrés, et qui se situent à gauche.

Les opinions sur l’islam et sa compatibilité avec la culture française n’épousent donc qu’imparfaitement les logiques de l’ethnocentrisme ordinaire. Le rejet des pratiques de la deuxième religion française est plus répandu, et il touche même des catégories plutôt « immunisées » contre l’ethnocentrisme. Ainsi à peine 18 % des interviewés âgés de 18 à 24 ans obtiennent des scores élevés sur l’échelle d’*ethnocentrisme*, mais c’est le cas de 41 % d’entre eux sur celle d’aversion à l’Islam. Et parmi les titulaires d’un bac+ 2, on compte quatre fois plus de personnes très hostiles à l’islam que d’ethnocentristes, et deux fois plus chez les diplômés du supérieur (tableau 8).

Cet écart peut s'expliquer de plusieurs manières. Première hypothèse, le public réagirait à des revendications de la part de musulmans, jugées incompatibles avec le modèle républicain car d'essence « communautariste ». C'est ainsi qu'on peut comprendre la réaction à l'égard du port du voile : pour 75 % des personnes interrogées il poserait problème pour « vivre en société »<sup>1</sup>. C'est aussi une des clés de lecture de la petite phrase du candidat Nicolas Sarkozy sur le plateau de l'émission « J'ai une question à vous poser », le 5 février 2007, condamnant l'excision, la polygamie et l'abattage privé des moutons<sup>2</sup>. Dans cette ligne, on assisterait à un conflit de cultures et de modes de vie, loin de toucher la seule France puisque des chercheurs comme Paul Sniderman et Louk Hagendoorn en identifiaient les racines aux Pays-Bas<sup>3</sup>, bien avant le 11 septembre. Dès lors, les attitudes anti-islam ne seraient pas des préjugés comme les autres, elles seraient même pour certains individus une manière de lutter contre les préjugés, au nom d'un idéal universaliste, démocratique et républicain.

On peut toutefois s'interroger sur la réalité de ce conflit culturel. Reflète-t-il vraiment la réalité des comportements et attitudes des musulmans français et européens ? Ou un Islam imaginaire qui se serait imposé sur les scènes médiatiques et politiques de l'après 11 septembre ? Dans quelle mesure les organisations qui parlent au nom de l'islam portent-elles les demandes de la majorité des musulmans<sup>4</sup> ?

Une seconde grille de lecture serait celle de la transformation des préjugés telle que David Kinder et David Sears<sup>5</sup> l'envisagent à travers le concept de « racisme symbolique » aux États-Unis. On assisterait à une reformulation des préjugés à l'égard de « l'autre » en des termes plus convenables. De la même manière que le racisme « biologique » s'exprime plus rarement depuis la seconde guerre mondiale

---

1. Le port du voile à l'école suscite un rejet encore plus grand, 81 % des personnes interrogées en 2005 préconisaient son interdiction (cf. Sylvain Brouard, Vincent Tiberj, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2005).

2. « Quand on habite en France, on respecte ses règles : on n'est pas polygame, on ne pratique pas l'excision sur ses filles, on n'égorge pas le mouton dans son appartement ».

3. Paul Sniderman, Louk Hagendoorn, *When Ways of Life Collide : Multiculturalism and its Discontents in the Netherlands*, Princeton, Princeton University Press, 2007.

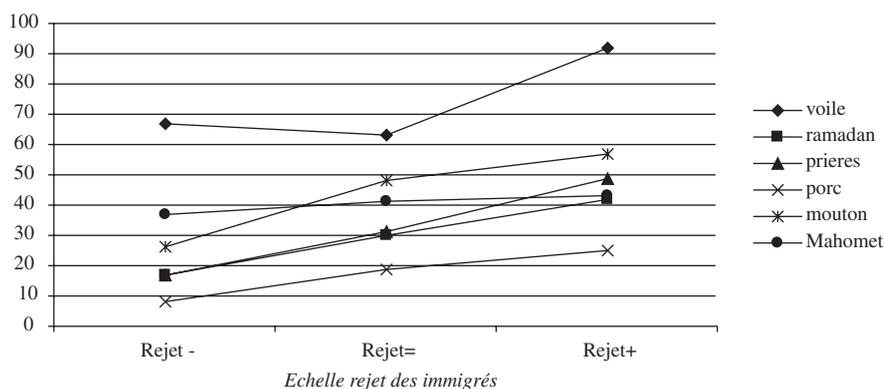
4. Alors que le débat islam/laïcité a défrayé la chronique à de multiples reprises, qu'en est-il chez les musulmans eux-mêmes ? Dans la population française, 51 % des sans religion portent un jugement « très positif » à l'égard de la laïcité, alors que les catholiques ne sont plus que 30 %. Mais c'est le cas de 40 % des musulmans interrogés dans un échantillon représentatif des Français d'origine maghrébine, africaine et turque. Au-delà de l'adhésion de principe à la laïcité, on retrouve ces clivages au niveau des pratiques de scolarisation des enfants. Les personnes qui se déclarent sans religion dans la population française s'avèrent les plus attachées au système tel qu'il est : 83 % mettraient ou mettent leurs enfants dans le public et seulement 6 % souhaiteraient y voir dispenser un enseignement religieux. 65 % des musulmans placent ou souhaitent placer leurs enfants dans l'école publique laïque. Cela va clairement à rebours du discours des organisations musulmanes favorables au port du voile à l'école. 18 % des musulmans seulement souhaiteraient que le système scolaire public fasse une place à l'enseignement religieux. Mais que dire alors des catholiques de la population française ? Ils s'avèrent moins attachés à l'école laïque, dans leurs actes, que les musulmans, même si 60 % en sont satisfaits. La demande d'y voir enseigner la religion est tout aussi forte que chez les musulmans et surtout, ils sont les plus nombreux à vouloir privilégier l'entre soi dans des écoles privées confessionnelles (14 % chez les catholiques contre 5 % chez les musulmans). Pour plus de données sur les musulmans français voir Sylvain Brouard, Vincent Tiberj, *op. cit.*

5. D. R. Kinder, D. O. Sears, « Prejudice and Politics : Symbolic Racism versus Racial Threats to the Good Life », *Journal of Personality and Social Psychology*, 40, 1981, p. 414-431.

et se reformule en termes « différentialistes » et culturels<sup>1</sup>, on peut se demander si les attitudes islamophobes ne seraient pas la continuation des préjugés anciens sous une forme plus « légitime », reformulée à partir des valeurs républicaines. C'est ce qu'illustre l'affiche du FN pour la campagne présidentielle de 2007, avec le slogan « Nationalité, assimilation, ascenseur social, laïcité. Droite/gauche, ils ont tout cassé ».

Pour préciser l'ampleur et les origines des attitudes anti-islam nous avons analysé les opinions à l'égard des pratiques musulmanes prises une à une en les croisant ainsi avec l'échelle de rejet des immigrés (graphique 3).

**Graphique 3 : Pratiques musulmanes pouvant poser problème selon l'échelle de rejet des immigrés**



Plus les personnes interrogées rejettent les immigrés, plus les pratiques musulmanes leur semblent poser problème pour vivre en société, à des degrés divers cependant. Ainsi le port du voile est la pratique qui pose le plus problème, quel que soit le niveau de rejet des immigrés (rejetée par 67 % des moins hostiles aux immigrés et 92 % des plus hostiles). Cette pratique, la plus visible et la plus controversée, suscite donc une condamnation maximale, même à un seuil très bas de préjugé. À l'inverse, l'interdiction de manger du porc est la pratique qui suscite le moins d'hostilité (de 8 à 25 % de rejet selon le degré d'hostilité aux immigrés).

Enfin, les différences entre ceux qui rejettent le plus les immigrés et ceux qui les rejettent le moins s'estompent dans le cas de l'interdiction de montrer l'image de Mahomet (6 points d'écart, quand pour les autres pratiques, les différences se situent entre 17 et 32 points de pourcentage).

1. Pierre-André Taguieff, *La force du préjugé : essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, Gallimard, 1992.

On note toutefois des attitudes très différentes selon le degré de tolérance. Chez les individus les plus intolérants, 25 % considèrent que l'interdiction de manger du porc pose problème pour vivre en société. Ils sont 42 % à penser de même pour le jeûne du Ramadan, 49 %, pour les prières, 43 % pour l'interdiction de montrer l'image de Mahomet, 57 % pour le sacrifice du mouton à l'Aïd El-Kébir et 92 % pour le port du voile. Or ces questions sont formulées de telle manière que c'est la dimension publique de ces pratiques qui est testée, leur impact sur la capacité à « vivre en société en France ». Considérer que prier, jeûner ou s'interdire certains aliments pose problème laisse penser que c'est le fait même d'être de religion musulmane qui est ici remis en cause, et que ce rejet s'inscrit dans une vision du monde globalement ethnocentriste.

En revanche dans la frange de la population la plus ouverte aux immigrés une autre logique est à l'œuvre. Chez elle on constate une claire distinction entre les pratiques qui ont donné lieu à débat public et celles qui sont restées en dehors de l'actualité. C'est vraisemblablement parce que la France a connu deux affaires du foulard (en 1989 et en 2003-2004) qu'autant de personnes interrogées, même si elles ne sont que peu ou pas du tout hostiles aux immigrés, considèrent que le foulard peut poser problème (67 %). L'affaire des caricatures de Mahomet a également laissé des traces dans cette partie de l'opinion puisque c'est la deuxième pratique la plus rejetée (37 %) <sup>1</sup>. Mais clairement l'islam « en bloc » ne suscite pas l'hostilité, seules les pratiques qui peuvent s'opposer à certaines valeurs républicaines (laïcité, égalité homme / femme, liberté d'expression et de caricature) suscitent la désapprobation. Si le sacrifice du mouton semble un peu plus rejeté (26 %), ce n'est en revanche le cas d'aucune des pratiques privées inspirées par l'islam (jeûne, interdit alimentaire ou prière), dans ces cas l'hostilité ne dépasse pas les 17 %. Autrement dit, l'islam ne suscite vraiment de l'opposition que s'il déborde de la sphère privée. Dès lors qu'il prend une place dans l'espace public, ou qu'il est perçu ainsi dans le traitement médiatique de l'actualité <sup>2</sup>, la frange ouverte de

---

1. Il faut se souvenir que le débat public autour de cette question a eu comme origine la publication de caricatures danoises du prophète et la polémique qui s'est ensuite développée dans le monde. Elle a été relancée en France par leur publication dans *France-Soir* et la réaction du président du Conseil français du culte musulman la qualifiant de « vraie provocation vis-à-vis des millions de musulmans en France » et annonçant le lancement d'une procédure judiciaire. *France-Soir*, quant à lui, justifiait la publication « non par goût gratuit de la provocation, mais parce qu'ils constituent l'objet d'une controverse d'ampleur mondiale qui n'a rien de moins pour enjeu que l'équilibre et les limites mutuelles, en démocratie, entre le respect des croyances religieuses et la liberté d'expression » « Non, nous ne nous excuserons jamais d'être libres de parler, de penser, de croire (...) Cela s'appelle la liberté d'expression dans un pays laïque ».

Ce débat a revêtu une importance particulière, parce qu'il a semblé mettre en cause à la fois la liberté d'expression et la laïcité, valeurs auxquelles la gauche est plus fortement attachée, de même qu'à la tolérance. La preuve en est que parmi ceux qui estiment la laïcité « très positive », ceux de gauche sont moins sensibles aux problèmes que pourraient poser les pratiques musulmanes, à la seule exception de l'interdiction de montrer l'image de Mahomet. 65 % des laïques de droite pensent que le port du voile constitue un problème, contre 42 % seulement des laïques de gauche. Mais 18 % seulement des laïques de droite estiment qu'interdire la figuration du prophète peut poser problème, alors qu'ils sont 27 % chez les laïques de gauche.

2. Quand l'islam est évoqué dans les médias on constate souvent qu'il est présenté comme en conflit avec le modèle républicain. Ce « cadrage » s'avère alors particulièrement anxiogène. Voir Thomas Deltombe, *L'Islam imaginaire : la construction médiatique de l'islamophobie en France, 1975-2005*, Paris, La Découverte, 2005 et Vincent Tiberj, *La crispation hexagonale*, op. cit.

la population tend à plus s'en méfier, appliquant vraisemblablement ici le principe de séparation entre sphère religieuse et affaires de la cité, et essayant de défendre un modèle du vivre ensemble perçu comme menacé.

On compte donc différents types de rejet de l'islam. Il y a les plus intolérants, fermés à la différence, qui le rejettent en bloc, mettant en doute la compatibilité globale de cette religion avec leur conception de la société française. Il y a les autres, ouverts à la diversité et l'immigration, qui distinguent entre l'exercice privé d'une religion qui ne pose pas problème et les tentatives de faire reconnaître certaines pratiques musulmanes dans la sphère publique. Il convient donc de revoir l'idée d'un conflit des cultures et des modes de vie. Il dépend fortement de l'attitude à l'égard des immigrés. Si c'est le rejet ethnocentriste qui domine, alors les individus concernés tendent à voir l'islam et ses pratiques comme contraires au mode de vie français. Si c'est l'ouverture, il n'y a conflit que si la sphère publique est investie, pour le reste être musulman et pratiquer sa religion ne pose pas de problème particulier.